

NEWS: ISRAELVALLEY. FRANCE ISRAËL. PARIS MATCH DIFFUSE L'INTERVIEW DE NETANYAHOU. "NOUS AVONS MAINTENU UNE CROISSANCE POSITIVE ET NOUS SOMMES CAPABLES DE MENER UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE RESPONSABLE".

Publié le 31 octobre 2012



Lors d'un débat lors de la conférence GO4Europe qui a eu lieu en début de semaine au Hilton de Tel-Aviv, Roger Cukierman, l'ancien Président du CRIF, dans le cadre d'une table ronde qu'il animait sur l'image d'Israël dans le monde, reprochait une certaine passivité aux leaders israéliens en matière de communication internationale. Il semble que les israéliens réagissent vraiment au manque de reactivité évident face au déluge d'articles négatifs sur Israël. La preuve. L'interview qui suit fait parler B. Netanyahu sans le censurer. Sans langue de bois.

Paris Match (Copyrights, tous droits réservés) (1). Vous avez décidé de vous rendre à Toulouse. Là, des enfants juifs ont été assassinés, en mars dernier, par un jeune musulman français qui se vantait de liens avec Al-Qaïda et avançait comme explication de ces crimes : "Les juifs ont tué nos frères et nos sœurs en Palestine." Vous sentez-vous concerné par cet argument et quel message délivrerez-vous dans ce lieu symbolique ?

Benjamin Netanyahu. Massacrer des enfants, c'est la barbarie à l'état pur. Et toute tentative de l'expliquer, la justifier, l'excuser est absurde. Je vais à Toulouse pour exprimer ma solidarité envers les victimes du terrorisme, juives ou non, et appeler à agir contre les terroristes et les Etats qui les soutiennent.

Dans un livre, vous aviez prévu les événements du 11 septembre et évoquez souvent "la naïveté des juifs qui n'ont pas compris qu'il fallait quitter l'Europe à la fin des années 30"... Après l'affaire Merah et le récent démantèlement d'un réseau islamiste à Strasbourg, conseilleriez-vous aux juifs de France de partir ?

Le gouvernement français est très déterminé à combattre l'antisémitisme et fait le nécessaire contre "ses" terroristes. François Hollande m'en a assuré comme, du reste, son prédécesseur, Nicolas Sarkozy. Les dirigeants français ont compris que ce combat n'est pas seulement important pour les citoyens juifs de France, mais aussi pour la France elle-même. Pour le reste, en tant que Premier ministre d'Israël, je souhaite évidemment que chaque juif revienne ici, chez lui, sur sa terre.

Qu'attendez-vous de ce tête-à-tête avec François Hollande ?

Depuis qu'il est président, nous avons eu des échanges téléphoniques intéressants que j'ai

hâte d'approfondir. Il ne s'agit pas simplement de cimenter les relations franco-israéliennes, mais également d'évoquer les fortes convulsions qui secouent notre région.

En premier lieu, je veux discuter avec lui des façons concrètes d'intensifier les sanctions contre l'Iran. Il va falloir aussi nous atteler ensemble pour combattre le terrorisme. Il ne faut pas résumer cela à une affaire de religion. C'est un combat entre modérés, et des radicaux qui, par la force, voudraient nous ramener à des valeurs édictées en des temps très reculés et peu joyeux...

Un choc des civilisations ?

Oui, un combat pour continuer d'aller de l'avant dans une société moderne, prospère, libre, reconnaissant les droits de tous, des femmes, des minorités, des enfants, des adolescents... Israël, qui vit dans une région aux mentalités parfois étroites, est depuis longtemps à la pointe de ce combat.

"D'ici à quatre ans, promettait le secrétaire général de la Maison-Blanche, Rahm Emanuel, en 2009, il y aura un accord permanent de coexistence entre Israël et les Palestiniens sur la base de deux Etats pour deux peuples. Et peu importe qui sera le Premier ministre alors !" Il rêvait ?

C'est vrai, ces quatre années sont des années perdues du point de vue des avancées vers la paix. Mais c'est très difficile de songer à un résultat quand les Palestiniens refusent de s'asseoir à une table pour négocier sans conditions préalables. Ce n'est pas faute de le leur proposer. Une seule fois le président Abbas est venu ici, chez moi, alors qu'il n'est qu'à 7 kilomètres. Je lui ai proposé d'aller le voir à Ramallah, mais il a décliné. J'espère qu'il changera d'avis, car c'est autant dans son intérêt que dans le nôtre.

L'annonce, le 18 octobre, de la construction de 800 logements à Jérusalem-Est n'a pas soulevé d'objection du côté de Washington. Est-ce à dire que vous avez fait fléchir Obama ?

Pourquoi se serait-il insurgé ?

Il ne faut pas désespérer du printemps arabe. Les nouvelles technologies peuvent changer les mentalités

Parce qu'il n'a eu de cesse de vous demander de geler votre politique de construction en territoire palestinien, afin, justement, de dégeler le processus de paix...

Jérusalem n'est pas un territoire occupé. Jérusalem unifiée est, depuis trois mille ans, la capitale du peuple juif et nous sommes déterminés à ce qu'elle le reste.

Pas une seule visite de Barack Obama sur vos terres pendant son mandat alors qu'il est passé par l'Egypte. Pensez-vous qu'il n'a pas d'affection particulière pour Israël ?

Je crois que tous les présidents des Etats-Unis ont une relation particulière à Israël, ne serait-ce que parce que leur pays, leurs concitoyens ont une relation particulière au nôtre. Nous avons tant de vues et de valeurs communes !

L'attendez-vous, s'il est réélu ?

Il est le bienvenu... Mais je me garderai de tout autre commentaire concernant les élections américaines à venir.

Pour la première fois de son histoire, Israël a connu des manifestations contre la vie chère et vous avez dû vous résoudre à des mesures d'austérité. Vivez-vous dans la hantise d'un scénario catastrophe, à la grecque, et d'une sanction des agences de notation internationales ?

Beaucoup de pays ont souffert et souffrent des turbulences économiques sans précédent que nous traversons tous. Certaines puissances, à commencer par les Etats-Unis, ont vu leur notation dégradée. Celle de notre pays, pourtant petit, a progressé ! Cela peut durer, nous avons la capacité de maintenir une croissance positive et sommes capables de mener une politique économique responsable.

Pourquoi avoir décidé d'organiser des élections anticipées le 22 janvier 2013, neuf mois avant le terme de votre mandat ?

Face aux défis économiques qui nous attendent, il faut un nouveau Parlement apte à voter, au plus vite, sans pinailler, un budget responsable.

Alors que vous et votre parti, le Likoud, êtes en tête des sondages, pourquoi avoir lié, la semaine dernière, votre destin politique à celui d'Avigdor Lieberman, ministre des Affaires étrangères, par une alliance avec son parti ultranationaliste ? Cela signifie-t-il un virage à droite toute ?

Il y a tant de petits partis en Israël que gouverner n'est pas chose aisée. En créant de véritables blocs d'alliance, j'espère trouver la majorité stable qu'il faut pour entamer certaines réformes qui ne peuvent plus attendre, notamment sur le plan domestique. Revenir à des coalitions fortes est sain pour la démocratie.

Avigdor Lieberman est bien plus pragmatique qu'on ne l'imagine. Beaucoup de mes prédécesseurs l'ont eu dans leur gouvernement sans que cela ébranle leur politique. A mes côtés, il n'a pas refusé de faire des gestes en faveur de la paix. En ce qui concerne la politique étrangère, selon nos accords, je continuerai d'y veiller très directement, comme je l'ai fait ces quatre dernières années.

Printemps arabes, hivers islamistes ?

Il ne faut pas désespérer. Je crois que le vent de liberté porté par les nouvelles technologies peut balayer les dogmes et provoquer un vrai changement dans les mentalités au Moyen-Orient. On parle de jeunes dont les esprits ont été contrôlés, auxquels on a dénié le droit au savoir, le droit de choisir. La propagation des réseaux sociaux finira par générer les doutes, la curiosité, les questionnements nécessaires à l'ouverture de leurs esprits. Mais c'est un processus complexe, lent, qui n'ira pas sans soubresauts. Il faut rester vigilant.

Pensez-vous que Nicolas Sarkozy a bien fait de pousser la communauté internationale à agir en Libye contre le régime de Mouammar Kadhafi ?

Oui...Point final